

Discours de Marlène Schiappa, Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative – Seul le discours prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités,

Chères et chers collègues, Excellences,

Je suis particulièrement émue et honorée de prendre à nouveau la parole à la CSW, puisqu'il y a cinq ans, en tant que Secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, j'avais eu l'honneur de lancer ici un appel pour renforcer les droits des femmes et pour les protéger face aux violences. C'est l'appel que nous avons porté avec le Président de la République Emmanuel Macron, qui a décidé de faire de l'égalité femmes-hommes la grande cause de ses deux quinquennats.

Pour défendre les droits des femmes, des voix fortes de la nouvelle génération se lèvent, et la France veut ici officiellement leur rendre hommage. Nos sœurs se battent pour leur vie, mais aussi pour notre liberté à toutes. Les droits des femmes sont universels. Quand ils reculent à Kaboul ou en Iran, ils meurtrissent aussi les Françaises, les Européennes et les femmes du monde entier. J'ai ici une pensée pour les femmes ukrainiennes, quel que soit l'endroit où elles se trouvent en ce moment.

Votre mission en Afghanistan, Madame la Directrice exécutive Sima Bahous, aux côtés de Madame la Secrétaire générale adjointe Amina Mohammed, a d'ailleurs donné une voix aux femmes et aux filles d'Afghanistan avec beaucoup de courage.

Cette solidarité, elle s'exprime aussi par les outils numériques qui abolissent les frontières et qui peuvent devenir des outils d'émancipation.

On a beaucoup parlé de libération de la parole des femmes mais je pense que c'est surtout l'écoute qui s'est libérée, grâce à #MeToo, et donc indirectement grâce aux outils numériques.

Avec le Président Emmanuel Macron, nous agissons pour que les femmes puissent prendre toute leur place dans les formations scientifiques. Nous avons fait de la création d'entreprises par des femmes une priorité de la Banque Publique d'Investissement française, car elle reste hélas, trop souvent, sous-financée. Nous arrêtons de financer les entreprises qui ne respectent pas l'index d'égalité professionnelle. C'est inédit !

Nous voulons aller plus loin : je suis heureuse de vous annoncer que l'ensemble des aides d'État de la France est désormais conditionné au respect de l'index d'égalité professionnelle et donc au respect exemplaire de la parité !

Au nom de la France, j'ai aussi le plaisir de vous annoncer que nous nous donnons comme objectif d'atteindre la parité dans les filières scientifiques d'ici 2027. Nous créons un programme qui veut accompagner 10 000 petites Marie Curie !

La France est fière de sa diplomatie résolument féministe, qui toute l'année défend l'universalité des droits des femmes partout dans le monde. Je pense au Forum Génération Égalité, illustration d'un multilatéralisme en actes, où nous avons collecté 40 milliards de dollars pour que les femmes et les filles du monde entier soient soutenues.

Nous consacrerons d'ailleurs, d'ici 2027, 75% de notre aide publique au développement à la lutte contre les inégalités de genre, et nous poursuivrons notre soutien aux ONG féministes du monde entier, et particulièrement du Sud, via le fonds de soutien aux organisations féministes.

Je suis heureuse de vous annoncer également que la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Madame Catherine Colonna, va présenter en France dans les jours à venir un grand plan d'action pour renforcer la liberté des femmes et des filles dans l'environnement numérique !

Ensemble, nous devons faire d'Internet un lieu sûr ! Je ne veux plus entendre dire aux femmes : « Si vous ne voulez pas être cyber-harcélées, vous n'avez qu'à éteindre vos réseaux sociaux. » C'est comme dire aux femmes : « Si vous ne voulez pas être violées, vous n'avez qu'à pas aller dans la rue. » C'est donc inadmissible !

En France, en 2018, la loi dite « loi Schiappa » a renforcé la lutte contre ce cyber-harcèlement, en créant un délit de « harcèlement groupé », qui vise les phénomènes de harcèlement en « meute », et je salue les parlementaires ici présents.

Tolérer que les femmes existent n'est pas suffisant. Nous devons aussi leur assurer le droit de s'exprimer. La liberté d'expression, c'est aussi la liberté pour les femmes de s'exprimer sans être insultées en retour.

Pour conclure, je voudrais citer une grande autrice contemporaine qui nous inspire toutes, parce qu'elle a prouvé qu'on pouvait réussir en étant en dehors des standards habituels, et s'engager dans la création d'entreprises ou l'émancipation économique des femmes en finançant des programmes dans les quartiers populaires tout en étant une artiste mondialement connue, une mère de famille et en assumant la charge mentale de demander à son compagnon de sourire sur les photos...

Je parle bien sûr de Jennifer Lopez et je veux ici citer son message qui est « *Let's get loud !* » C'est-à-dire, « faisons du bruit », « soyons vocales », « faisons-nous entendre ». Ce n'est pas léger, c'est un message profond. Le numérique est clairement notre mégaphone, notre amplificateur et un lieu où prendre la parole sans attendre qu'on nous la donne ! Alors, je vous le dis exceptionnellement en anglais : *Let's get loud !* Amplifions la parole des autres femmes.

Prendre la parole, pour une femme, est toujours un acte politique, et soutenir avec sororité une femme qui prend la parole, où qu'elle soit dans le monde, est toujours un acte politique !

La CSW et l'Organisation des Nations unies sont ces lieux magiques où ONG, gouvernements et élus peuvent dire ensemble : soutenons les femmes, faisons les entendre et soutenons leur voix !

Je vous remercie.